Globethics Repository



Après le conflit

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

Item Type	Journal
Authors	Transparency International
Publisher	Transparency International
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-11-15 06:09:02
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/177559

N° 04 / 2010

Document de travail

TRANSPARENCY INTERNATIONAL
the global coalition against corruption



Après le conflit : Édification de la nation et corruption

Il y a, à travers le monde, 26 conflits armés en cours et près d'un sixième de la population mondiale vit dans des zones dites « à déficit de gouvernance ».[1] Dans la seule année 2009, l'Organisation des Nations unies a estimé que 42 millions de personnes avaient été déplacées du fait des conflits et de la persécution.[2]

L'ampleur et la portée du défi que représentent l'arrêt de la violence et la reconstruction des pays ne saurait être sous-estimées. La corruption crée un ensemble important d'obstacles à la reconstruction et au redressement dans les pays subissant les suites de conflits violents, qu'ils aient été déclenchés à l'intérieur ou depuis l'extérieur.

Dans un contexte post-conflit, la corruption sape la légitimité de l'État et peut ruiner le processus de réconciliation, ce qui conduit au retour de la violence. Les manifestations de la corruption sont diverses et peuvent être différemment perçues selon les pays, en fonction des normes locales et des règles relatives à la corruption.[3]

Pourtant, concernant la corruption, il y a une leçon commune, qui s'applique à tous les pays post-conflit : tolérer la corruption sape les perspectives de stabilité durable et de reconstruction de la nation. La corruption détruit l'idée qu'il puisse y avoir un partage du pouvoir équitable, et une paix et une confiance collective.

Table des matières

1. Pays post-conflits : les sources de la corruption
2. Construction de la nation : les risques de corruption
3. Elaboration d'une approche anti-corruption : une avancée

Afghanistan et programmation post-conflit : Redevabilité envers qui ?

Selon les données du ministère des Finances d'Afghanistan, jusqu'à 80 pour cent des fonds des donateurs ne sont pas distribués par l'intermédiaire des institutions gouvernementales. Cette situation peut nuire à la redevabilité nationale, tant pour les intervenants gouvernementaux que pour les décideurs nationaux quant à la manière dont ces fonds sont dépensés.

Par exemple, en raison de la nature de la programmation des donateurs dans le pays, le gouvernement afghan ne sait pas, à hauteur de 20 pour cent, comment les fonds des donateurs sont affectés. [5]

Qu'est ce qui définit la 'reconstruction de la nation'

La reconstruction de la nation peut être entendue comme les actions entreprises, généralement par les acteurs nationaux, pour forger un sentiment national commun, généralement dans le but de surmonter les différences ethniques, sectaires ou communautaires ; généralement pour lutter contre d'autres sources d'identité et de loyauté ; et généralement pour mobiliser une population derrière « un projet parallèle de reconstruction de l'État ». [6]

Ici, les projets et initiatives ont tendance à être plus larges, plus globaux et à plus long terme. Au Kosovo, la province serbe qui après 10 ans a déclaré son indépendance en Février 2008, la mission de l'ONU et des donateurs comme les États-Unis et l'Union européenne ont poursuivi des initiatives pour diminuer les conflits ethniques et promouvoir le partage du pouvoir entre la majorité albanaise et la minorité serbe.

Pays post-conflits : les sources de la corruption

Les défis liés à la corruption pour les pays post-conflit [4] dépendront de la source et de l'étendue de la corruption avant et pendant le conflit. La corruption peut être un déclencheur de conflit à cause des luttes pour l'argent, les ressources naturelles, l'énergie ou les trois, alimentées par la cupidité. Pendant les conflits, la corruption peut également être utilisée comme un moyen de nourrir des luttes de pouvoir (économiques et politiques), comme stratégie d'adaptation (survie), pour faire avancer les choses (bureaucratie inefficace), ou pour bénéficier de l'incertitude qui prévaut (profits). Ces moteurs de la corruption, ainsi que les réseaux et les relations qui les soutiennent, sont susceptibles de subsister dans la phase post-conflit, lorsque les institutions naissantes ne peuvent pas encore combler le vide de gouvernance et que la construction de la nation elle-même offre de nouvelles opportunités de rentes prometteuses pour les élites puissantes.

A ce stade, le rôle des bailleurs de fonds et de l'assistance internationale est crucial. Une fois le conflit terminé, l'aide a tendance à arriver rapidement - de la part des bailleurs de fonds bilatéraux, des agences multilatérales et des organisations internationales non gouvernementales. Bien que les bailleurs de fonds aient un désir compréhensible d'obtenir des résultats rapides - tels que la construction de routes, d'écoles et d'hôpitaux - la pression pour débourser d'importantes sommes se heurte souvent à la capacité d'absorption limitée des pays qui reçoivent l'assistance. Pour éviter que l'aide (à la fois le financement et les projets) ne devienne une source de corruption, les politiques doivent être clairement portée vers la lutte contre la corruption. Cet objectif doit se refléter dans leur conception, leur mise en œuvre et leur suivi, par le biais de mécanismes de redevabilité horizontaux et verticaux. Un manque d'attention sur la nature et la manière dont l'aide est fournie peut conduire à des structures de financement parallèles qui ne contribuent pas à la légitimité de l'État et qui privent le secteur public de compétence et de maîtrise. Cela peut également contribuer à un vide en termes de redevabilité (voir l'encadré).

Construction de la nation : les risques de corruption

La construction de la nation vise à garantir la légitimité du gouvernement et à reconstruire la société, aussi bien physiquement que psychologiquement. Les efforts relatifs à la reconstruction nationale peuvent être regroupés autour de quatre domaines clés : la sécurité et la sûreté publique, le leadership politique, la croissance économique et l'intégration sociale. Le but ultime du processus à long terme qu'est la reconstruction de la nation est de lier des groupes différents, qui peuvent avoir été en conflit les uns avec les autres, autour d'un gouvernement légitime, éthique et digne de confiance (voir l'encadré). Cependant, la corruption peut rendre cet objectif inatteignable, en détruisant la foi des citoyens dans une paix juste et dans l'idée de nation.

La sécurité et la sureté publique

L'acte de déposer les armes - que ce soit suite à des négociations, à une intervention extérieure ou à une prise de décision collective - trouve son fondement dans l'idée qu'emprunter cette voie est préférable à la poursuite du conflit. La réalisation de ceci est étroitement liée au retour de la sûreté publique et de la sécurité personnelle, dans le pays ou la zone qui a été touché. Sinon, les armes et la violence peuvent être perçues comme une meilleure option que la paix fournie par l'État.

Pour cette raison, les efforts de sécurité comprennent généralement la mise en œuvre d'initiatives qui visent à consolider les forces de l'ordre et l'usage de la force entre les mains d'un gouvernement légitime. Ces activités sont centrées sur la mise en place de l'armée, de la police et de la justice en tant qu'institutions indispensables à l'état-de-droit. Les réformes ont tendance à se concentrer sur le renforcement des capacités de chacun de ces organes. Les initiatives peuvent aussi viser à promouvoir l'efficacité des institutions en vue de renforcer la confiance que l'on place en elles.

Cependant, la corruption peut compromettre les mesures de sécurité et favoriser l'impunité. La perception publique d'une police et d'une armée non dignes de confiance et facilement achetées par des hommes forts locaux peut conduire les citoyens à rechercher d'autres options, sous la forme de l'auto-défense et des milices populaires. De même, la méfiance du public peut contribuer à créer un environnement dans lequel les citoyens perçoivent la corruption comme le recours le plus efficace pour assurer leur propre protection.

Les réformes visant à améliorer la sécurité et la sureté publique peuvent être rapidement compromises quand la police et l'armée sont corrompues. Selon les enquêtes auprès des citoyens, réalisées par Transparency International dans plus de 60 pays, la police est toujours désignée comme l'institution la plus susceptible de solliciter des pots de vin. [7]

Pour ce qui est de la justice, sa faible capacité d'action, l'ingérence politique et le manque de formation et de ressources peuvent être de graves obstacles au bon fonctionnement. En Afghanistan, par exemple, il apparaît que seulement 20 pour cent des juges sont véritablement qualifiés. [8] Le niveau des salaires rend cette profession inattractive aux yeux des candidats qualifiés. Il augmente aussi la probabilité que les juges se livrent à la corruption, au trafic d'influence et à d'autres formes de corruption. [9] Dans les pays post-conflit comme l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Croatie, la Géorgie et le Kosovo, le pouvoir judiciaire est perçu comme l'institution de l'État la plus corrompue. [10] Cette perception populaire d'un système judiciaire corrompu peut nourrir des sentiments d'insécurité chez les citoyens, qui peuvent – et c'est souvent le cas - déclencher une reprise de la violence. Cela a été illustré à la fois au Timor-Oriental (en 2006 et 2008) et au Liban (2006). [11]

Le leadership politique et les institutions

De par sa nature même, les négociations de paix ou d'armistice demandent une volonté politique et un leadership, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Une fois la paix conclue, la mise en place d'une administration légitime et d'institutions efficaces et démocratiques figurent parmi les principaux objectifs.

Pourtant, comme l'Organisation des Nations Unies l'a suggéré, il y a une variété de scénarios possibles, qui rendent ces deux objectifs difficiles à atteindre : l'ancien régime peut rester au pouvoir, un nouveau régime peut être mis en place ; un accord de partage du pouvoir peut être conclu ; ou un accord de paix négocié peut être garanti. [12] Dans chacun de ces quatre cas, la légitimité et l'efficacité du gouvernement sont compromises si les dirigeants du pays sont considérés comme corrompus ou tolérants envers les agents de haut rang et les fonctionnaires du parti qui abusent de leur position à des fins privées. [13]

La communauté internationale, qui a négocié la paix, joue habituellement un rôle important dans la mise en place d'un leadership légitime et digne de confiance. La peur du déclenchement d'un nouveau conflit peut parfois sembler difficile à concilier avec l'impératif à long terme d'avoir des dirigeants politiques bons et justes. Au bout du compte, ces deux objectifs sont complémentaires. Seul un

La reconstruction et la corruption en Irak

L'effort de reconstruction en Irak a été gravement compromis par la corruption endémique. On a constaté qu'un montant, estimé à 122 millions de dollars, ne figure nulle part pas dans les budgets publics, pour la première moitié de 2009 seulement.

La corruption s'est avérée être une menace considérable pour la sécurité, car la police et les forces de sécurité ont été affaiblies par l'absentéisme et une faible capacité d'action. La petite corruption est devenue un tel problème que des kamikazes seraient en mesure de passer les points de contrôle et d'atteindre leurs objectifs en versant de pots de vin perpétuant l'instabilité et l'insécurité. [14]

Les gouvernements dans les pays post-conflit : Les citoyens évaluent leurs efforts de lutte contre la corruption

En 2009, le Baromètre mondial de la corruption observe que la volonté des gouvernements post-conflit de combattre la corruption fait souvent défaut.

Les résultats les plus récents montrent que 71 pour cent des personnes interrogées en Bosnie-Herzégovine, 49 pour cent en Irak, 43 pour cent au Kosovo et 65 pour cent au Liban considèrent que les efforts de lutte contre la corruption, de la part de leurs dirigeants, sont totalement inefficaces.[20]

Corruption dans la reconstruction après un conflit : Le cas du Liban

On rapporte qu'au Liban, la stratégie de reconstruction nationale,bien qu''elle ait réussi à reconstruire rapidement Beyrouth après la guerre civile, aurait été minée par la corruption.

Sur la base des chiffres des dépenses en capital pour les contrats de construction, les experts estiment le coût total de la corruption à 1,5 milliard de dollars par an (de 1992 à 2000).[21] Une partie du problème est une conséquences de difficultés dans l'établissement de mécanismes de suivi suffisamment prompts pour superviser des efforts de reconstruction rapide.

En conséquence, les affaires - l'échange de faveurs et, finalement, la corruption -, supplante la redevabilité car les élites des temps de guerre ont étendu leur influence dans le Liban d'après-guerre.

leadership bon et juste jettera les bases d'une stabilité durable. Les décisions fondées sur un compromis apparent entre ces objectifs pourraient renforcer les comportements de corruption de la part des dirigeants. Dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, deux des gouvernements post-conflit, qui sont arrivés au pouvoir avec un fort soutien de la communauté internationale, ont été critiqués dans le pays à la suite de scandales de corruption et d'accusations de détournement de fonds. [15]

Même lorsque les donateurs soutiennent des réformes politiques bien intentionnées, y compris concernant la lutte contre la corruption, les modifications peuvent s'avérer irréalisables pour les dirigeants au pouvoir et non-durables. Par exemple, le gouvernement peut souscrire verbalement aux réformes politiques soutenues par les bailleurs de fonds, afin d'accéder au financement nécessaire à la reconstruction. Dans d'autres cas, les réformes peuvent contribuer à une augmentation de la corruption parce que des mesures complémentaires visant à prévenir les abus, ne sont pas prises. Ce problème s'est présenté dans certains cas de décentralisation politique, qui n'ont pas toujours mis en place des mécanismes de surveillance appropriés au niveau local, pour la planification, la budgétisation et le suivi. [16]

Le développement économique

Créer des opportunités économiques et de l'emploi est important pour réinsérer les ex-combattants et les familles déplacées dans la vie civique, engager la reconstruction et le développement et renforcer la confiance du public dans l'État. Dans le même temps, poser les bases économiques d'une nation peut exiger le démantèlement de structures économiques, établies avant ou pendant le conflit par des individus mal intentionnés, afin de piller les biens et les ressources économiques du pays.

Ces considérations font partie des initiatives destinées à relancer l'économie. Par exemple, les programmes économiques peuvent se concentrer sur le renforcement des cadres réglementaires nationaux en vue d'encourager le secteur privé à investir dans certains secteurs, comme le pétrole et le gaz, ou dans des projets d'infrastructure qui sont considérés comme essentiels à la croissance économique. [17] Les programmes peuvent également être orientés pour générer les investissements publics nécessaires, mobilisés en interne et venant des bailleurs de fonds, pour reconstruire les routes endommagées, les ponts et les systèmes ferroviaires, qui relient les producteurs locaux à leurs marchés. Outre le fait qu'ils contribuent à aider les gens à rétablir leurs moyens de subsistance, ces projets d'infrastructure aident à redresser un pays et à relier les citoyens les uns avec les autres.

La corruption sape toutes ces tentatives de reconstruction économique. La corruption constitue un frein à l'investissement privé et engendre un état de droit faible, des droits de propriété incertains et de faibles niveaux de gouvernance. [18] Les flux de revenus provenant des ressources naturelles peuvent finir dans les coffres d'individus corrompus, plutôt que financer des initiatives de développement national. Dans le cas de projets d'infrastructure, le manque de contrôle anti-corruption dans les pazs récemment sortis d'une guerre accroît les risques de corruption. Ceci peut se manifester par la fixation des prix, la manipulation des appels d'offres ou la mauvaise utilisation des fonds versés (voir l'encadré). [19] Quel que soit le canal, la corruption aboutit à ce que les projets deviennent inutiles, inachevés ou inférieurs à la norme et laissent la réintégration de l'économie en mille morceaux.

Empêcher que la corruption ne fasse échec au développement économique d'un pays post-conflit exige de lutter contre les pratiques de corruption qui peuvent avoir émergé dans l'économie en temps de guerre. Toutefois, il peut y avoir des particuliers qui voient la corruption comme le moyen le plus efficace pour conserver l'influence et les gains qu'ils ont accumulés. Pendant le conflit, des marchés et des réseaux économiques informels se sont probablement mis en place pour suppléer les canaux officiels insuffisants du commerce et des échanges. En tant qu'artères économiques, ceux-ci ont généré des fonds permettant aux gens de faire la guerre, d'accumuler des profits, de s'adapter ou de survivre. [22] Dans un tel contexte, il est important de démontrer que la subsistance de la corruption n'est pas dans l'intérêt à long terme de ces groupes, autant pour la croissance économique que pour l'établissement d'une paix durable

Intégration sociale

Réunir les groupes qui étaient autrefois en conflit, ce que l'on appelle aussi « réconciliation sociale », est l'une des tâches les plus compliquées de la construction de la nation. Elle implique de restaurer la confiance entre les citoyens, confiance qui peut avoir été brisée pendant le conflit. [23]

Les identités ethniques et religieuses peuvent se recouper et aggraver les divisions nées pendant le conflit. Dans le contexte d'un conflit et d'une absence d'État, les liens de parenté, les réseaux ethniques ou les relations patron-client deviennent plus forts et plus importants, lorsqu'il s'agit de la sécurité personnelle, de la survie économique et de leur appartenance politique. Les réseaux établis et les loyautés peuvent être difficiles à dépasser dans la perspective du renforcement de la cohésion sociale, de la confiance entre les groupes et du développement d'une identité collective nationale, qui considèrera l'État comme un pouvoir légitime.

La corruption peut servir d'outil aux réseaux personnels pour exercer leur influence jusque dans la période post-conflit. Ils peuvent tenter d'exercer leur contrôle sur les institutions de l'État et d'orienter les ressources publiques et les emplois vers les membres de leur propre groupe. Ces groupes peuvent aussi utiliser la corruption pour la construction de leur base économique, sociale et politique. Une telle approche risque toutefois d'approfondir encore les divisions que la réconciliation sociale vise à effacer (voir encadré).

Les initiatives de reconstruction de la nation plus larges ont doivent reconnaître le rôle, profondément enraciné et pernicieux, de la corruption sur l'intégration sociale. Les efforts visant à changer les mentalités peuvent passer par la démonstration des avantages de la paix et le fait d'avoir des chefs religieux et communautaires respectés se prononçant contre la corruption. Si la corruption intervient dans d'autres domaines de la construction de la nation avant que cela ne puisse se produire, cette situation peut fournir de facto des raisons et des ressources aux groupes sociaux pour faire renaître le conflit.

Elaboration d'une approche anti-corruption : une avancée

Les initiatives de lutte contre la corruption doivent être intégrées dans les efforts post-conflit, dès l'origine, dans le cadre de la reconstruction de la nation. L'examen de huit pays en reconstruction post-conflit a montré que négliger d'inclure la corruption sur la liste des priorités politiques à traiter contribue à accroître globalement la fragilité. [24]

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des actions plus spécifiques visant à répondre aux risques de corruption qui ont été identifiées pour chaque domaine

La corruption dans la gestion de la terre au Kosovo : Accroissement des tensions ethniques

L'absence de réglementation transitoire formelle et une administration fragile ont conduit à un certain nombre d'opportunités de corruption dans l'administration foncière, qui a érodé les droits de propriété et exacerbé les tensions ethniques et la discrimination.

La corruption a, par conséquent, posé un problème considérable pour la reconstruction et a fait obstacle à la réinstallation de nombreuses personnes déplacées, dans le cadre des efforts de réinsertion sociale déployés par le pays. [25]

de la construction de la nation dans la section précédente. La mise en œuvre effective dépendra du contexte spécifique des pays et de la nature des processus de conflit et de paix, mais une leçon est claire : identifier et prévenir les risques de corruption dès le départ sera toujours plus efficace que d'essayer de surmonter la corruption dans un pays, dont la paix récente peut être rapidement réduite à néant par l'influence de la corruption.

Tableau : Interventions de lutte contre la corruption à l'appui de l'édification de la nation [26]

Composante de la reconstruction de l a nation	Risque de corruption	Action de lutte contre la corruption
sécurité et sûreté publique	Corruption de la police et du personnel militaire. Abus de pouvoir et d'influence des juges.	Salaires compétitifs et appropriés dans le secteur public. Numéros verts dédiées aux donneurs d'alerte (pour le personnel et les citoyens). Mécanismes de contrôle interne. Déclarations de patrimoine et contrôles du train de vie.
Leadership politique et institutions	Politisation des postes de fonctionnaires. Une politique « gâtée ». Absence de lutte contre la corruption au sein du gouvernement.	Contrôle parlementaire et approbation des nominations de haut niveau. Renforcement des processus électoraux aux niveaux local et national. Transparence du financement des partis politiques. Réformes du système judiciaire. Suivi des dépenses publiques par la société civile. Analyse des lacunes juridiques, par exemple au moyen de la Convention des Nations Unies contre la corruption (dite de Mérida).

Composant de la recontruction de la nation	Risque de corruption.	Action de lutte contre la corruption
Développement économique	Fixation des prix entre concurrents. Manipulation des proc´dures d'appel d'offres. Vestiges d'économie de « guerre ».	Utilisation des pactes d'intégrité et de gages dans les proc´dures d'appel d'offres. Contrôle citoyen sur les processus de passation des marchés publics. La divulgation complète et la transparence du financement émanant des bailleurs de fonds. Petites subventions et efforts de relance économique pour les nouveaux secteurs productifs. Imposition effective et progressive.
Intégration sociale	Patron-client et réseaux tribaux. Médias faibles et organisations de la société civile fragiles.	Fourniture de services publics de base. Formation des médias. Campagnes d'information publiques et approches novatrices, par exemple par le sport et les activités multiconfessionnelles.

Référence :

[1] *Les chiffres mondiaux proviennent de : www.systemicpeace.org/warlist.htm. Les données démographiques ont pour source : L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 'Outil de sensibilisation pour les entreprises opérant dans les zones à déficit de gouvernance' (Paris, France : OCDE, 2006).*

[2] *Nations Unies, 'Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement 2010' (New York, NY : Nations Unies, 2010).*

[3] *Pour la réponse à la corruption dans les pays post-conflit, il est important de comprendre comment la population locale voit la corruption et les actes liés, sinon la zone ciblée par les bailleurs de fonds peut être mauvaise et promouvoir un retour à la violence. Voir : Karen Hussmann, Martin Tisné et Harald Mathiesen, 'l'intégrité dans la construction de l'État : lutte contre la corruption avec les verres de l'édification de l'État, Réseau du CAD sur la gouvernance, réunion de l'équipe GovNet de lutte contre la corruption (Paris, France : OCDE, le 1 avril 2009).*

[4] *Il existe plusieurs façons de définir des états post-conflit. Dans ce document, par pays post-conflit on entend l'après-guerre, y compris ceux qui sortent d'un conflit et se lancent dans des efforts de reconstruction et de réédification.*

[5] *Les chiffres proviennent d'une étude datant de juillet 2009. Voir : GTZ, 'Quel rôle occupe la bonne gouvernance financière dans les États fragiles' Newsletter, N° 20, juin 2010.*

[6] *OCDE, 'Concepts et dilemmes pour l'édification de État dans les situations de fragilité : De la fragilité à la résilience' (Paris, France : OCDE, 2008). www.oecd.org/dataoecd/59/51/41100930.pdf .*

[7] *TI, 'Baromètre mondial de la corruption : 2009' (Berlin, Allemagne : TI, 2009), pp. 9, figure 5.*

[8] *Marie Chêne, 'Lutte contre la corruption judiciaire Afghanistan', Série U4 Réponse d'experts (Bergen, Norvège : U4 Centre de ressources anti-corruption, 2007).*

[9] *TI, 'Rapport mondial sur la corruption 2007 : corruption et systèmes judiciaire (Cambridge, Royaume-Uni : Université de Cambridge Press, 2007). www.transparency.org/publications/gcr/gcr_2007.*

[10] *TI, 'Baromètre mondial de la corruption : 2009' (Berlin, Allemagne : TI, 2009).*

[11] *F. Galtung et M. Tisné, 'Une nouvelle approche de la reconstruction après-conflit', Journal of Democracy - Journal de la démocratie -, 20:4 (2009), p. 94.*

[12] *PNUD, 'Lutter contre la corruption dans les situations post-conflit et de redressement : apprendre du passé' (New York, NY : PNUD, Juin 2010).*

[13] *Madalene O'Donnell, 'Corruption post- conflit : programme d'un état de droit ?' dans 'La guerre civile et la primauté du droit : sécurité, développement, droits de l'homme', par Agnès Hurwitz, avec Reyko Huang (eds). (Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers, 2008).*

[14] *Santora Marc, 'La corruption généralisée s'acharne sur le fragile État d'Irak', New York Times, 28 octobre 2009. www.nytimes.com/2009/10/29/world/middleeast/29corrupt.html . Kadhim Abbas, 'La quête de l'Irak pour la démocratie en proie à une corruption massive', Arab Reform Bulletin, en ligne. www.carnegieendowment.org/arb/?fa=show&article=40278.*

[15] *Les cas sont le Premier ministre Dodik (Republika Srpska) et le Premier ministre Haris Silajdzic. Voir : Boris Divjak, 'Consolidation de la paix et de la corruption : Étude de cas en Bosnie-Herzégovine', document préparé pour 'International workshop on peace building and corruption' - Atelier international sur la construction de la paix et la corruption -, organisé par le Centre for International Studies - Centre d'études internationales -, Université d'Oxford, 22 et 23 mars 2007, Oxford, Royaume-Uni.*

[16] *TI, 'La corruption et les Gouvernements locaux', Document de travail (Berlin, Allemagne : TI, 2009). www.transparency.org/publications/publications/working_papers/wp_05_2009_local_government_2009_10_26_pdf.*

[17] *Voir Banque mondiale, 'Indice de la facilité de faire des affaires, sur le traitement des permis de construire', Site internet, consulté le 24 Juin 2010. www.doingbusiness.org/ExploreTopics/DealingLicenses/ .*

[18] *Daniel Kaufmann, Aart Kraay et Massimo Mastruzzi, 'Governance Matters VIII : Indicateurs de gouvernance globale et individuelle, 1996 - 2008' (Washington, DC: Institut de la Banque mondiale, 2009). http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1424591 .*

[19] *Mott MacDonald, 'Fourniture d'infrastructures dans les situations post-conflit' (Londres, Royaume-Uni : DFID, 2005), 14. Voir aussi : TI, 'Contrats publics', page web, en ligne, consultée le 25 juin 2010. www.transparency.org/global_priorities/public_contracting.*

[20] *Transparency International, 'Baromètre mondial de la corruption' : 2009' (Berlin, Germany : TI, 2009), p. 33.*

[21] *Charles Adwan, 'La corruption dans la reconstruction : Le coût du 'consensus national' dans l'après-conflit Liban '(Londres, Royaume-Uni : Tiri, 2004).*

[22] *Jonathan Goodhand, 'De l'économie de guerre à l'économie de paix ? Reconstruction et édification de l'État en Afghanistan', Journal of International Affairs - Journal des affaires internationales -, 1 octobre 2004.*

[23] *Krishna Kumar, 'Promouvoir la réconciliation sociale post-conflit dans les sociétés : Leçons tirées de l'expérience de l'USAID' (Washington, DC : USAID, 1999). www.oecd.org/dataoecd/51/9/35112635.pdf.*

[24] *Alan Doig et Martin Tisné, 'Un candidat à la relégation ? La corruption, les approches de la gouvernance et de la (re) construction des États post-conflit', Public Administration and Development - Administration publique et développement -, 29 (5), pp. 374 à 386 (2009).*

[25] *Réponse U4 experts, 'La corruption dans la gestion de l'administration / la gestion des terres au Kosovo' (Bergen, Norvège : U4 Centre de ressources anti-corruption et TI, 2009). www.u4.no .*

[26] *Tableau adapté à partir de : Martin Tisné Hussmann Karen et Harald Mathiesen, 'l'intégrité dans la construction de l'État : lutte contre la corruption avec les verres de l'édification de l'État', Réseau du CAD sur la gouvernance, réunion de l'équipe GovNet de lutte contre la corruption (Paris, France : OCDE, le 1 avril 2009).*

© 2010 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International (TI) est l'organisation de la société civile menant la lutte mondiale contre la corruption. Grâce à plus de 90 chapitres à travers le monde et à un secrétariat international à Berlin, Allemagne, TI sensibilise l'opinion sur les méfaits de la corruption et travaille avec des partenaires au sein du gouvernement, des entreprises et la société civile à développer et mettre en œuvre des mesures efficaces pour y faire face. Pour de plus amples renseignements, consultez : www.transparency.org

Ce document de travail a été réalisé par Alfred Bridi et Craig Fagan, du secrétariat du département des recherches et de la politique de TI.

Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour l'examen du document par des pairs : Muhamed Bizimana (CARE International), Cheyanne Scharbatke-Church (Université Tufts), Karen Hussmann (Consultant indépendant), Victoria Jennet (European University Institute - Institut universitaire européen -), Harald Mathiesen (CMI/U4 Network - Réseau CMI/U4 -) et Martin Tisné (Open Society Foundation - Fondation pour une société ouverte -).

TI reconnaît également la contribution du Aid Working Group - Groupe de travail de l'aide - (TI Allemagne), de Srdjan Blagovcanin (TI Bosnie-Herzégovine), Roslyn Hees (TI Secrétariat), Alphons Ranner (TI Pays-Bas), Delia Ferreira Rubio (TI Argentine) et Rena Safaraliyeva (TI Azerbaïdjan).

Pour en apprendre davantage sur les efforts de TI pour lutter contre la corruption, visitez le site : www.transparency.org.

Pour plus d'informations sur ce document de travail et d'autres dans la série, veuillez contacter Craig Fagan au Secrétariat de TI : plres@transparency.org

TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Téléphone

+49-30-343820 -0

Télécopieur

+49-30-347039 -12

Secrétariat international

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Allemagne

IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ